



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°37 – 9 au 16 septembre 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique australe :** La liberté économique reste entravée en 2022
- **Afrique du Sud :** Alstom poursuit son développement en Afrique du Sud
- **Angola :** L'excédent courant progresse nettement au deuxième trimestre
- **Mozambique :** Le Président a annoncé un vaste plan de relance de l'économie
- **Malawi :** Le FMI reporte une mission prévue la semaine prochaine
- **Zambie :** Le Président s'est entretenu avec le Président de la Banque Mondiale

Zoom sur... la crise énergétique en Afrique du Sud

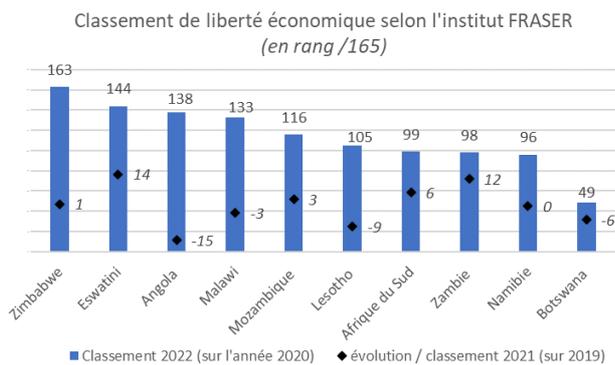
Trois mois après avoir atteint des niveaux historiques de délestage, l'Afrique du Sud fait à nouveau face à une crise énergétique d'ampleur. Depuis le début de l'année 2022, le pays a enregistré 100 jours de coupures – contre 47 sur l'ensemble de l'exercice 2021 – malgré l'annonce, fin juillet, d'un plan d'urgence par le Président Cyril Ramaphosa et la mise en place d'un groupe de travail présidentiel – *National Energy Crisis Committee* (Necom).

Eskom a ainsi annoncé, dimanche 18 septembre dernier, et pour la deuxième fois depuis le début de l'année 2022, la mise en place d'un délestage de niveau 6, correspondant à un déficit de capacité de production de 6 GW (avec 5 411 MW de délestages planifiés et 16 326 MW de délestages liés aux pannes soudaines), soit des coupures d'électricité pouvant atteindre 10 heures par jour. Si les délestages des mois de juin et juillet étaient en partie dus à des grèves importantes au sein des équipes d'Eskom, des sabotages d'installations et des vols de câbles de cuivre, la crise actuelle traduit avec acuité le manque d'investissements historique et les difficultés opérationnelles profondes de l'électricien national. Par ailleurs, les pannes chroniques des centrales à charbon vieillissantes mettent le système de production sous pression et obligent les unités restantes à tourner à plein régime, alors que certaines d'entre-elles devraient être arrêtées pour maintenance. Le déficit de production du pays est également le résultat des retards pris dans les appels d'offres d'urgence RMIPPP et REI4P, lancés par le DMRE pour les énergies renouvelables. A ce titre, il faudra attendre au mieux 2024 pour que de nouvelles capacités électriques du secteur privé apparaissent sur le réseau électrique sud-africain pour commencer à sérieusement mettre fin aux délestages.

L'aggravation des coupures de courant et la pression politique de l'opposition, des milieux d'affaires et du public sud-africain, ont forcé le président Cyril Ramaphosa à écourter sa visite au Royaume-Uni et à annuler sa présence à l'Assemblée générale de l'ONU pour rentrer en Afrique du Sud. Dans l'immédiat et dans l'urgence, Eskom devrait sécuriser l'achat de 1 000 MW supplémentaires auprès de producteurs privés et importer 2 000 MW du *Southern Africa Power Pool*. Il ne s'agit cependant que de mesures ponctuelles qui ne résolvent pas le problème de fond des capacités de production effectivement disponibles. Compte tenu du délai de réalisation des nouvelles unités d'énergies renouvelables, l'année 2023 risque d'être particulièrement tendue d'autant plus que la centrale nucléaire de Koeberg, dont la licence expire en juillet 2024, devrait, elle aussi, connaître des arrêts de tranches, notamment pour le remplacement des générateurs de vapeur, afin d'étendre sa durée de vie de 20 ans.

Afrique australe

La liberté économique reste entravée dans la sous-région (FRASER)



Le 18 août, l'institut Fraser a publié son indicateur de liberté économique pour l'année 2022 – cet indicateur note 165 pays sur 10 points en fonction du poids de la puissance publique dans leur économie, de la stabilité de leur devise, de l'ouverture de leurs marchés à l'international, du niveau de réglementation du commerce, et du niveau de protection du droit de propriété. Les économies de la sous-région demeurent globalement peu libres, la quasi-totalité d'entre elles se situant dans la deuxième moitié du classement. On note cependant de fortes disparités entre les pays : le Botswana se positionne à la 49^{ème} place (et à la 3^{ème} place des pays d'Afrique subsaharienne) ; la Namibie (respectivement 96^{ème} et 9^{ème} places), la Zambie (98^{ème} et 10^{ème} places) et l'Afrique du Sud (99^{ème} et 11^{ème} places) occupent le milieu du classement, tandis que le Malawi (133^{ème} et 24^{ème} places), l'Angola (138^{ème} et 27^{ème} places), et le Zimbabwe (163^{ème} et 40^{ème} places) occupent une position très défavorable. Au cours de la période étudiée par l'institut (2020), l'évolution des pays a été très inégale : certains ont enregistré une nette progression comme l'Angola (+15 rangs), le Lesotho (+9 rangs) ou le Botswana (+6 rangs). A l'inverse, d'autres enregistrent une nette dégradation, notamment la Zambie (-12 rangs)

ou encore l'Afrique du Sud (-6 rangs – en lien notamment avec l'impact des restrictions sanitaires contre la pandémie de Covid-19 sur l'économie).

Afrique du Sud

La production minière se contracte nettement au mois de juillet (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques StatsSA, la production minière s'est contractée de 8,4% au mois de juillet par rapport à la même période l'année précédente (alors que le consensus s'établissait à -5%) – après -7,1% au mois d'octobre. Il s'agit du sixième mois consécutif de recul de l'indicateur. Cette mauvaise performance s'explique notamment par le niveau historique des délestages électriques – près de vingt jours consécutifs enregistrés au mois de juillet, dont plusieurs en niveau 6 (retranchement de 6 000 MW de capacités de production). Le recul a été notamment marqué pour l'or (-19,7% soit une contribution négative de -3,1 points à la croissance), les minerais de fer (-20,4% soit -2,7 points) et le groupe platine (-12,2% soit -2,8 points). A noter que, selon les analystes, les prévisions du secteur restent particulièrement incertaines pour les mois à venir, en lien avec la dégradation de l'environnement international (ralentissement de la demande globale, modération des cours, etc.). Les performances de la production manufacturière sur la période sont également décevantes – en lien avec les difficultés d'approvisionnement en électricité. Si l'indicateur progresse de +3,7% par rapport à la même période l'année précédente (contre +4% anticipés par les marchés), cette évolution est due à un effet de base statistique – le mois de juillet 2021 avait en effet été marqué par les épisodes d'émeutes et de pillage dans le Kwazulu Natal et le Gauteng qui avaient affecté les capacités de production. Comparativement au mois de juin, l'indicateur se contracte de 0,2%.

La BNP anticipe des évolutions politiques relativement favorables (BNP)

La BNP a publié son rapport annuel des perspectives politiques pour l'Afrique du Sud. Les prévisions de la banque française sont relativement favorables. La mise en place de réformes structurelles (secteur de l'énergie, du fret, des télécoms, etc.) suivies directement par la Présidence (opérations Vulindlela et Infra SA), semble aller dans la bonne direction et témoigne d'une réelle volonté politique d'ouverture de l'économie et d'attraction d'investissements privés – bien que plusieurs freins demeurent (difficulté de coordination avec les ministères, retards, etc.). Malgré les divergences persistantes au sein du parti au pouvoir (ANC), la BNP estime que la ligne d'ouverture économique du Président Ramaphosa s'est peu à peu imposée. Sauf surprise, il devrait d'ailleurs être désigné comme candidat pour les élections générales de 2024 par son parti lors de la conférence de l'ANC, qui se tiendra en décembre prochain. Le rapport rappelle toutefois que les avancées restent particulièrement lentes et les entraves structurelles à la croissance toujours significatives : difficultés d'approvisionnement en électricité, qui ont atteint un niveau record en 2022 (impact sur la production estimé à 100 Mds ZAR sur l'année, soit 1,5% du PIB), mais aussi difficultés logistiques (infrastructures ferroviaire et portuaire inefficaces - Transnet). Sur le plan budgétaire, les évolutions sont plutôt favorables – le déficit devrait atteindre 4,8% du PIB sur l'exercice en cours, soit 1,2 point de moins que dans les estimations du budget initial. A noter que la présentation du budget de mi-parcours aura lieu le 26 octobre 2022.

Alstom poursuit son développement en Afrique du Sud (Agence Ecofin)

Alstom a annoncé, le 13 septembre dernier, l'acquisition en Afrique du Sud des actifs de TMH Africa pour la fabrication de carrosseries de

locomotives. Alstom s'approvisionnait jusque-là, pour son projet de locomotive électrique Traxx, auprès de Transnet avant que l'entreprise ne soit placée en redressement judiciaire. Cette acquisition permet au constructeur français d'étendre son portefeuille de produits et son empreinte géographique en Afrique australe. Alstom est l'actionnaire majoritaire de quatre co-entreprises industrielles en Afrique du Sud, en l'occurrence Alstom Ubunye, Gibela Rail, Bombardier Transportation SA et Bombela Maintenance.

TNPA lance un processus d'appel d'offres pour l'exploitant du terminal de Richards Bay (Eng)

Transnet National Port Authority (TNPA) a lancé un appel d'offres pour un contrat de 25 ans concernant l'exploitation du terminal du port de Richards Bay. L'exploitant sera responsable du financement, de la construction et de l'exploitation d'un poste d'amarrage pour la manutention du gaz naturel liquéfié (GNL). Cette démarche veut mettre en avant la volonté de Transnet de repositionner le port de Richards Bay en tant que plaque tournante du GNL. L'appel d'offres s'inscrit dans le cadre des programmes d'expansion des ports de Durban et de Richards Bay pour redynamiser les activités portuaires nationales (plan d'investissement de 5,7 Mds USD) toujours en proie à de grandes difficultés opérationnelles.

La Commission de la Concurrence a approuvé l'acquisition de Distell par Heineken (Business Day)

La Commission de la Concurrence a approuvé le rachat de Distell par le géant néerlandais Heineken, pour un montant total de 2,3 Mds USD. Toutefois, l'autorité de la concurrence sud-africaine a exigé d'Heineken plusieurs conditions parmi lesquelles, la mise en place un régime d'actionariat salarié qui transférera près de 170 M USD de capitaux propres aux employés.

D'autres conditions ont été acceptées visant à protéger les emplois locaux et à développer le marché domestique en obligeant notamment le groupe fusionné à investir localement. Le Tribunal de la Concurrence doit maintenant se prononcer sur la fusion des activités des deux grands groupes dans le domaine du cidre – pour rappel, Distell est le plus grand producteur de boissons alcoolisées d'Afrique du Sud et détient notamment les marques emblématiques Hunters Dry, Savanna ou encore Amarula.

Angola

L'excédent courant se contracte au second trimestre 2022 (BNA)

Selon les données de la banque centrale (*Banco Nacional de Angola - BNA*), l'Angola a enregistré un excédent courant de 3,5 Mds USD (soit 10,8% du PIB) au second trimestre 2022, après un excédent record de 4,8 Mds USD au trimestre précédent. Cette évolution s'explique notamment par le creusement des déficits de la balance des services (-42% à -2,9 Mds USD – en lien avec la très forte hausse des importations de services aux entreprises, notamment de fret) et, dans une moindre mesure, de la balance des revenus primaires (-26% à -2,4 Mds USD). A l'inverse, l'excédent commercial continue de progresser pour le huitième trimestre consécutif : il atteint ainsi 9,6 Mds USD, soit un point haut depuis le troisième trimestre 2013. Cette bonne performance s'explique par une nouvelle hausse des exportations (+7,8%, portées par les ventes de pétrole brut et, dans une moindre mesure, de diamants). Parallèlement, les importations ont progressé de manière significative (+22%).

Malawi

Le FMI reporte une mission d'analyse économique prévue la semaine prochaine (Bloomberg)

Le 13 septembre, lors d'une conférence de presse, le Ministre des Finances, Sosten Gwengwe a annoncé que les discussions avec le FMI sur la mise en place d'un programme de financement (Facilité Elargie de Crédit sur une période de 4 ans) dans le pays se poursuivaient. Toutefois, il précise qu'une mission en présentiel des équipes de l'Institution Financière Internationale, prévue la semaine prochaine, a été reportée. Plusieurs questions restent en effet en suspens, notamment concernant la stratégie de restructuration de la dette. Pour rappel, le gouvernement mise sur le soutien du FMI alors que le pays fait face à des besoins de financements urgents et une pénurie de devises qui menace les importations stratégiques (carburants, intrants pour le secteur agricole, produits pharmaceutiques, etc.).

Mozambique

Le Président a annoncé un vaste plan de relance de l'économie (MeF)

Le 10 août, le Président Filipe Nyusi a lancé un vaste programme de relance de l'économie sur les deux prochaines années. Le plan présente vingt mesures clés autour **i)** de la promotion des investissements (simplification du cadre réglementaire pour le rapatriement des capitaux, mise en place d'avantages fiscaux incitatifs, fonds de garantie pour les PME, etc.), **ii)** du soutien au secteur agricole (exemption de TVA et baisses d'impôt sur les sociétés pour les exploitations agricoles) **iii)** du développement des infrastructures (plan d'investissement dans 10 projets d'infrastructures stratégiques pour 1 Md USD) **iv)** d'une meilleure mobilisation des recettes fiscales (renforcement des capacités de l'administration fiscale) **v)** de la préservation du pouvoir d'achat (réduction du taux de TVA de 1 point à 16%) **vi)** du renforcement de la gouvernance (simplification des démarches administratives, réforme du système juridique et d'audit interne de l'Etat, etc.) **vii)** de la création d'un fonds souverain. Cette annonce traduit la

volonté du gouvernement de capitaliser sur un *momentum* favorable alors que la croissance devrait nettement accélérer en 2022 (près de +6% selon les dernières estimations après +2,2% en 2021), portée notamment par la reprise du programme d'aide du FMI et la mise en service des premiers projets gaziers. Le plan a été globalement bien accueilli par le secteur privé mozambicain (association du patronat - *Confederation of Trading Associations* - CTA).

Développement International (groupe Banque Mondiale) devrait ainsi soutenir l'économie à hauteur de 750 MUSD sur l'année 2022 - à travers un prêt d'aide budgétaire de 275 MUSD et de plusieurs programmes ciblés, notamment tournés vers le secteur de la santé et la protection sociale. Il s'agirait du plus important soutien financier mis en place par l'IFI dans le pays.

Zambie

Le Président s'est entretenu avec le Président de la Banque Mondiale (WB)

Le 7 septembre, le Président zambien, Haikande Hichilema, s'est entretenu avec le président de la Banque Mondiale, David Malpass. Selon un communiqué de l'Institution Financière Internationale, David Malpass a salué la conclusion du programme de financement du FMI dans le pays le 31 août 2022. Il a également réaffirmé le soutien de la Banque Mondiale à l'économie zambienne : l'Association de

	Taux de change au	Evolution des taux de change (%)			
	15/09/2022	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	17,51 ZAR	-0,6%	-6,7%	-16,3%	-9,1%
Angola	427,3 AOA	-0,7%	-0,8%	43,2%	27,7%
Botswana	12,9 BWP	-0,5%	-4,2%	-15,4%	-9,8%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	15,6 ZMW	-1,2%	3,3%	5,0%	6,8%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : SER de Pretoria
Rédacteurs : Antoine WILLENBUCHER, Pierre FINOT et Alice REGNIER
revu par Claire JOLLY et William PECRIAUX

Pour s'abonner : [s'inscrire ici](#)